

4 Bénéficiaires effectifs : ce qui doit être déclaré

Les sociétés doivent, certes, déclarer au greffe leurs bénéficiaires effectifs, mais jusqu'où doit aller cette déclaration ? Les positions divergent sur cette question à la fois pratique et stratégique.

La réponse est d'autant plus importante que, dès 2020, tout un chacun aura accès au registre des bénéficiaires effectifs.

Tribunal de commerce Bobigny 18 mai 2018, ordonnance 2018507031 ;

ANSA, Comité juridique du 7 novembre 2018, n° 18-054 ;

Directive UE directive UE 2018/843 du 30 mai 2018

L'essentiel

- ✓ Sous peine de sanctions pénales, les sociétés doivent déclarer leur(s) bénéficiaire(s) effectif(s) au greffe du tribunal de commerce. / 4-1
- ✓ Le détenteur de plus de 25 % du capital doit être déclaré en tant que bénéficiaire effectif. / 4-3
- ✓ Selon l'ANSA, les greffes ne doivent pas exiger la déclaration du pourcentage précis qu'un bénéficiaire effectif détient dans le capital. / 4-5
- ✓ La personne physique qui contrôle en fait une société doit être déclarée en tant que bénéficiaire effectif. / 4-6
- ✓ Selon l'ANSA, les modalités de contrôle d'une société, notamment le contenu des pactes d'actionnaires, n'ont pas à être déclarées au greffe. / 4-8
- ✓ À partir du 10 janvier 2020, tout le monde pourra accéder aux informations sur les bénéficiaires effectifs. / 4-10

Déclaration obligatoire des bénéficiaires effectifs

Déclaration au greffe

- 4-1** Les sociétés non cotées doivent déposer au greffe du tribunal de commerce, pour être annexé au registre du commerce et des sociétés (RCS), un document relatif à leurs bénéficiaires effectifs précisant leur nom et domicile, ainsi que les modalités du contrôle qu'ils exercent (c. mon. et fin. art. L. 561-46, al. 2).

Cette obligation est assortie des sanctions pénales : jusqu'à 7 500 € d'amende et 6 mois d'emprisonnement pour le dirigeant et jusqu'à 37 500 € d'amende pour la société elle-même, pour ne citer que les sanctions principales (c. mon. et fin. art. L. 561-49).

L'importance de ces déclarations pour les greffes. Ces déclarations étaient à finaliser au plus tard le 1^{er} avril 2018 pour l'ensemble des sociétés existantes. Elles ont représenté un travail et un chiffre d'affaires importants pour les offices de greffiers puisque la déclaration s'imposait à toutes les sociétés non cotées, soit environ 1 million de SARL et 800 000 SAS, pour n'envisager que les formes de sociétés les plus répandues. Sur chaque dossier, le greffe a perçu un émolument de base de 39,52 € HT, auquel s'ajoutaient certains frais. À titre

d'exemple, le coût total pour un dossier déposé au tribunal de commerce de Paris était de 54,51 TTC.

Depuis le 1^{er} avril 2018, les déclarations continuent à être effectuées, avec d'autres tarifs, d'une part pour les sociétés qui se créent et d'autre part, pour modifier une déclaration existante (c. mon. et fin. art. R. 561-55).

Les bénéficiaires à déclarer

4-2 Les bénéficiaires effectifs d'une société sont la ou les personnes physiques qui (c. mon. et fin. art. R. 561-1, al. 1^{er}) :

- soit détiennent, directement ou indirectement, plus de 25 % du capital ou des droits de vote de la société (voir § 4-3) ;
- soit exercent, un pouvoir de contrôle sur la société parce qu'elles peuvent déterminer les décisions dans les assemblées ou parce qu'elles peuvent nommer ou révoquer la majorité des membres des organes d'administration ou de direction (voir § 4-6).

Bénéficiaire par défaut. Lorsqu'aucune personne physique n'a pu être identifiée selon un de ces deux critères ci-dessus, le bénéficiaire à déclarer est le représentant légal de la société. S'il s'agit d'une personne morale, il faut déclarer son représentant légal (c. mon. et fin. art. R. 561-1, al. 2). Ces cas ne sont pas les plus courants mais ils peuvent s'imaginer notamment dans certains groupes de sociétés.

Détenteurs de plus de 25 % du capital ou des droits de vote

Le pourcentage détenu doit-il être précisé ?

4-3 La personne physique qui détient, directement ou indirectement, plus de 25 % des parts ou droits de vote de la société est un bénéficiaire effectif de la société (c. mon. et fin. art. R. 561-1, 1^{er} al.). Elle doit donc être déclarée, à ce titre, au greffe du tribunal de commerce.

Cependant, la question se pose de savoir s'il est possible de déclarer que telle personne détient plus de 25 % des parts, sans autre précision.

Bon nombre de greffes ne se satisfont pas d'une telle déclaration et exigent que le pourcentage exact (par exemple, 28 % des parts) soit précisé.

Interprétation d'un tribunal de commerce

4-4 Une société avait déclaré au greffe que telle personne détenait plus de 25 % de son capital. Le greffier avait refusé d'enregistrer cette déclaration, selon lui insuffisante.

La société avait alors saisi le juge commis à la surveillance du RCS du tribunal de commerce de Bobigny, qui a pris position en faveur du greffier : la société doit déclarer le pourcentage précis des parts détenues (trib. com. Bobigny 18 mai 2018, ordonnance 2018507031).

La société n'a pas interjeté appel de cette décision, ce que l'on peut regretter : il aurait été utile de connaître la position de la cour d'appel de Paris sur cette question.

Incidences pratiques. S'il faut suivre les exigences du juge de Bobigny, la société doit, théoriquement, modifier sa déclaration au greffe chaque fois qu'un associé, dont le taux de détention du capital est supérieur à 25 %, acquiert des parts supplémentaires. Naturellement, ceci représente alors un coût (temps de travail pour effectuer la modification et redevance à régler au greffe).

Toutefois, il faut noter que les greffes, qui proposent un formulaire de déclaration, ont établi une notice pour le remplir. Or, selon ce document, lorsqu'un bénéficiaire effectif acquiert des parts, une nouvelle déclaration ne serait nécessaire que si la modification du pourcentage de détention était « substantielle ». Tel serait, par exemple, le cas lorsque le bénéficiaire devient majoritaire ou acquiert une minorité de blocage.



La position de l'ANSA favorable aux sociétés

- 4-5 À son tour, l'Association nationale des sociétés par actions (ANSA) a été interrogée sur le point de savoir si la déclaration des bénéficiaires effectifs devait préciser le pourcentage exact de leur détention dans le capital (ou/et les droits de vote).
Le Comité juridique de l'ANSA a observé que la précision du pourcentage exact détenu par le bénéficiaire effectif n'était pas demandée par les textes.
L'ANSA a également souligné que l'obligation de déclarer les bénéficiaires effectifs était assortie d'une sanction pénale. Elle ne devait donc pas être interprétée de façon extensive.
Et l'ANSA de conclure qu'il n'y a donc aucune obligation de fournir le pourcentage précis de détention de participation.

→ ATTENTION

En pratique, rien ne permet de penser que les greffes souhaiteront s'aligner sur la position de l'ANSA.

Personnes physiques contrôlant la société

Les modalités du contrôle sont-elles à préciser ?

- 4-6 Est également un bénéficiaire effectif à déclarer (c. mon. et fin. art. R. 561-1) :
- la personne qui détermine en fait, par ses droits de vote, les décisions dans les assemblées générales de la société (c. com. art. L. 233-3, I, 3°) ;
- ou encore celle qui peut nommer ou révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la société (c. com. art. L. 233-3, I, 4°).
Par ailleurs, l'article R. 561-56 du code monétaire et financier demande que soient précisées « les modalités du contrôle exercé sur la société ».
Il a été demandé à l'ANSA s'il était possible d'indiquer par exemple : « M. X est un bénéficiaire effectif au sens de l'article L. 233-3, I, 4°, du code de commerce », sans en dire davantage, ou bien si les modalités du contrôle devaient être précisées.

Le modèle proposé par les greffes

- 4-7 *A priori*, les greffes demandent que les modalités du contrôle soient précisées.
En effet, le modèle de déclaration qu'ils proposent mentionne : « Précisez les modalités de ce contrôle (pacte d'actionnaires ou d'associés, groupe familial...) sur le feuillet DBE-S-bis (au III 2) à joindre au présent document ».

La position de l'ANSA favorable aux sociétés

- 4-8 Ici encore, le Comité juridique de l'ANSA estime que les greffes sont trop exigeants par rapport aux textes.
La réglementation, dont l'objectif est, selon l'ANSA, de faciliter la mise en œuvre des obligations de vigilance par les personnes qui y sont tenues, ne demande pas que le contenu des pactes d'actionnaires soit révélé.
La formulation « M. X est un bénéficiaire effectif au sens de l'article L. 233-3, I, 4°, du code de commerce » mentionne, en elle-même, une modalité de contrôle et doit donc, selon le Comité juridique de l'ANSA, être acceptée.

→ ATTENTION

Ici encore, il n'est pas sûr que la position de l'ANSA puisse convaincre l'ensemble des greffes.

Les bénéficiaires effectifs bientôt connus de tous

Accès restreint au registre en 2019

4-9 Actuellement, le registre des bénéficiaires effectifs n'a pas vocation à être public. Il ne peut être consulté que par un certain nombre d'entités, parmi lesquelles l'administration fiscale et les autorités judiciaires (c. mon. et fin. art. R. 561-57 et R. 561-58).

À la rigueur, une personne lambda peut accéder à certaines informations du registre, mais encore faut-il qu'elle justifie d'un intérêt légitime et qu'elle obtienne une autorisation du juge commis à la surveillance du RCS (c. mon. et fin. art. R. 561-59).

Accès élargi en 2020

4-10 Une directive européenne du 14 mai 2018 prévoit d'élargir l'accès aux informations sur les bénéficiaires effectifs.

Ainsi, les États membres vont devoir faire en sorte que les informations sur les bénéficiaires effectifs soient accessibles, dans tous les cas, à « tout membre du grand public ».

Plus précisément, le public devra avoir accès, au moins, au nom, au mois et à l'année de naissance, au pays de résidence et à la nationalité du bénéficiaire effectif, ainsi qu'à la nature et à l'étendue des intérêts effectifs détenus.

Les États membres pourront donner accès à des informations supplémentaires : la date de naissance ou les coordonnées des bénéficiaires effectifs (directive UE 2018/843 du 30 mai 2018, art. 1^{er}, 15, c).

La transposition en droit interne de ces règles devra être effective au plus tard le 10 janvier 2020 (directive UE 2018/843 du 30 mai 2018, art. 4).

→ À NOTER

La transposition de la directive du 14 mai 2018 devra permettre au public de connaître « l'étendue des intérêts effectifs détenus ». Cette rédaction incite à penser que le pourcentage exact de détention de parts (ou de droits de vote) devrait être mentionné dans la déclaration, comme le souhaite la plupart des greffes (voir §§ 4-3 et 4-4). À défaut, il est, en effet, difficile d'admettre que « l'étendue » pourra être connue. Le débat n'est assurément pas clos.



« Le mémento de la SARL », RF Web 2018-2, § 1986

« Le mémento de la SA », RF Web 2017-3, § 1667

« Le mémento de la SAS », RF Web 2017-2, § 111

« Le mémento de la SCI », RF 2017-3, § 325